

Working Group XI

Working document 9

Groupe de travail XI «Europe Sociale»

Objet: Observations sur les questions 4-7 du mandat du groupe
par Mme Pervenche BERÈS, Membre suppléante

**PROPOSITIONS DE PERVENCHE BERES
CONCERNANT LES QUESTIONS 4 A 7 DU MANDAT**

Question 4. Quel peut être le rôle de la méthode ouverte de coordination et quelle serait la place de celle-ci dans le Traité constitutionnel ?

La méthode ouverte de coordination (MOC) peut être un instrument efficace pour les compétences complémentaires de l'Union. Elle ne doit toutefois pas se substituer ou être confondue avec les instruments de coordination économique et sociale plus ambitieux (GOPE, Stratégie pour l'emploi, etc.). Elle ne doit pas non plus pouvoir être utilisée comme un moyen de décider et de mettre en œuvre les compétences attribuées à l'Union, ces dernières relevant de la procédure législative (VMQ et codécision). Y compris dans le domaine social, l'enjeu reste de définir des normes communes pour lesquelles l'outil législatif doit continuer à être exploré dans toute la mesure du possible.

Dans le domaine social, son champ d'application couvre actuellement l'éducation, l'emploi et l'intégration sociale. Il devra s'élargir notamment aux questions suivantes :

- la protection sociale, celle de la santé et les systèmes de retraites, dans la mesure où ces questions ne seraient pas traitées dans le cadre des GOPE : si l'organisation et la gestion des systèmes de sécurité sociale doit relever de la compétence exclusive des Etats membres, la MOC peut s'avérer utile pour contribuer à remplir l'objectif commun d'en préserver les missions et la viabilité financière ;

- l'harmonisation fiscale et la définition de minima sociaux, dans les domaines qui ne feront pas fait l'objet d'un transfert de compétences vers l'Union, et vers la procédure législative.

Les conclusions du groupe de travail IX « simplification » recommandent à juste titre de conférer à la MOC un rang constitutionnel, ce qui permettrait de renforcer sa légitimité. Par ailleurs pour davantage de transparence, de démocratie et d'efficacité il serait utile d'y prévoir un droit d'initiative non exclusif de la Commission, la consultation systématique du Parlement européen, ainsi que l'association des parlements nationaux et des partenaires sociaux.

5. <i>Quelle relation peut-on établir entre la coordination des politiques économiques et la coordination des politiques sociales ?</i>

Dans le prolongement du rééquilibrage entre les objectifs économiques et sociaux de l'Union européenne et la consécration de ce l'on a appelé l'économie sociale de marché, le groupe de travail doit logiquement plaider pour un équilibre et une cohérence entre les politiques économiques et sociales. Or les unes et les autres demeurent en grande partie de compétence nationale bien qu'il s'agisse désormais dans les deux cas de questions d'intérêt commun. Il s'agit donc dans le cadre des compétences complémentaires et plus précisément dans l'effort de coordination de ces politiques au niveau européen de mettre en œuvre une véritable gouvernance économique et sociale. Celle-ci est indispensable à l'achèvement du marché unique qui présente trop de dysfonctionnements (dumping fiscal, dumping social, non prise en compte de l'intérêt général européen) aux dépens d'une concurrence saine et régulée. Le Conseil européen de printemps doit être formellement consacré à la modernisation économique et sociale. Par ailleurs, au-delà de la méthode ouverte de coordination évoquée lors de l'examen du point précédent, le groupe de travail devra plaider pour une meilleure coordination des politiques économiques et sociales dans les domaines suivants :

- les Grandes orientations des politiques économiques (GOPE). L'actuel article 99 du traité doit intégrer les modifications suivantes.

- Au niveau du contenu : il faut transformer les GOPE en GOPES, c'est-à-dire en Grandes orientations des politiques économiques **et sociales**.

Par ailleurs les GOPES étant l'instrument central de la coordination il faudra qu'elles incluent et mettent en cohérence les dispositions contenues dans les autres instruments de coordination, plus particulièrement les lignes directrices pour l'emploi (actuel article 128), le processus de Luxembourg (la stratégie européenne pour l'emploi), le processus de Cologne (dialogue macro-économique) ainsi que les différents processus définis dans la stratégie de Lisbonne.

- Au niveau de la procédure, les exigences de démocratie, de transparence et d'efficacité appellent à instituer un rôle de proposition à un vice-président de la Commission désigné selon une procédure spéciale, en accord avec le Conseil européen, sur le modèle envisagé pour le Représentant européen à l'action extérieure. La procédure devra également prévoir un mécanisme approprié d'approbation par le Conseil et le Parlement européen, et une participation des parlements nationaux.

- Le respect de la procédure : le groupe de travail "gouvernance économique" a en majorité reconnu que le contrôle ("premier avertissement") devait relever de l'impartialité de la Commission. Si la procédure se poursuit par un vote au Conseil, l'Etat membre incriminé ne devrait pas pouvoir prendre part au vote.

- Toute décision ou tout projet de décision en matière économique devrait comporter un volet sur les conséquences sociales prévisibles des mesures envisagées, prévoyant la mise en oeuvre d'études d'impact préalables, et l'avis (et donc la consultation préalable) des partenaires sociaux. Ceci doit être intégré et clairement identifié dans les justifications proposées aux mesures envisagées. Cette approche concrète appelle de la part de la Commission une véritable coordination des travaux de ses directions.
- sur la base de cette coordination les Etats membres harmonisent leurs positions en vue d'une représentation homogène et concertée dans les organisations internationales que sont l'Organisation internationale du travail et l'Organisation mondiale de la santé.

6. *Quant aux procédures, dans quelle mesure la codécision et le vote à la majorité qualifiée devraient-ils être étendus à des matières pour lesquelles l'unanimité est actuellement exigée ?*

Le corollaire du marché intérieur en matière sociale est la nécessité de trouver des réponses européennes à certains défis sociaux désormais d'intérêt commun. Cela implique :

- des règles pour le respect d'un haut niveau de protection sociale dans l'ensemble des politiques du marché intérieur (services en réseaux, services financiers, etc.) ;
- des politiques publiques structurelles mises en œuvre le cas échéant par des ressources propres.

La codécision et la majorité qualifiée devront donc désormais s'appliquer à l'ensemble des questions sociales et en particulier :

- à l'ensemble des questions soumises actuellement à l'unanimité, en insistant sur les points suivants :
 - la coordination des législations de sécurité sociale pour les travailleurs migrants et les demandeurs d'emploi, qu'ils soient citoyens ou ressortissants des pays tiers ;
 - le dialogue social et le rôle des partenaires sociaux sans restriction (corégulation, défense collective des intérêts, etc.) ,
 - le droit du travail (élargis à l'éducation et la formation tout au long de la vie, un contrat de travail européen, la convergence des salaires, etc) ;
 - l'objectif d'un plein emploi de qualité ;
- aux questions suivantes, conformément aux transferts de compétences proposés au point 3 du mandat :
 - la définition de services publics européens ;
 - l'harmonisation sociale vers le haut ;
 - l'harmonisation fiscale là où elle est nécessaire au bon fonctionnement de systèmes de protection sociale ;
 - la définition de minima sociaux européens ;
 - la lutte contre la pauvreté et l'exclusion ;
 - la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

7. Le Titre VI de l'avant-projet de Traité constitutionnel traite de la vie démocratique de l'Union. Le rôle des partenaires sociaux devrait-il figurer dans ce Titre VI et, si oui, lequel?

L'article 34 de l'avant-projet de budget consacré à la démocratie participative, doit faire explicitement mention aux partenaires sociaux (y compris les organisations de retraités) et à la société civile en général.

Il doit être une base permettant :

- la mise en place d'un statut d'association européenne ;
- l'association à la prise de décision européenne :

Toute initiative (législative ou de coordination) comportant des dispositions afférentes à l'emploi ou à la protection sociale doit associer les partenaires sociaux et les acteurs de la société civile concernés. Une consultation formelle doit en outre être prévue préalablement aux Conseils européens de printemps.

- le dialogue social au niveau européen
 - doit être renforcé tant au niveau interprofessionnel que sectoriel ;
 - les modalités d'extension des accords négociés devraient être précisés ;
 - l'intégration des différentes formes d'organisation de l'activité économique (*cf* secteur de l'économie social).

Pervenche Berès
